

Il y a les débats organisés, et ceux qui sont ignorés, comme sur la bioéthique

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Diocèses](#), [Eglise en France](#), [Perepiscopus](#)

Date : 9 février 2019



De Mgr **Thierry Brac de la Perrière**, évêque de Nevers :

La société française est en débat, un débat multiforme sur de multiples sujets. Le mouvement des gilets jaunes a au moins le mérite de bousculer les institutions, de les obliger à redire leur sens. Mais ce qui est en cause ce ne sont pas les institutions républicaines. C'est notre manière d'être en société. L'Eglise, à l'invitation du Conseil permanent de la Conférence des évêques de France, s'associe à la réflexion de tous et propose des lieux de débats. Les mouvements d'Eglise, en particulier les mouvements d'action catholique, sont un lieu privilégié de débat. Et la soirée organisée autour du diacre Didier Rance, ancien directeur de l'Aide à l'Eglise en détresse, se veut largement ouverte, pour offrir un espace de dialogue et de réflexion.

On le voit : les revendications sont multiples, et pourtant les maires ne voient pas se remplir outre mesure les pages de leurs cahiers de doléances. De fait, les réponses politiques, quelles qu'elles soient, ne peuvent suffire à dissiper le malaise diffus qui s'est installé dans une bonne partie de la société. Il y a ce qui est dit : le problème du « pouvoir d'achat ». Et il y a ce qui n'est pas dit : la peur devant les évolutions de notre société, le sentiment de ne pas compter pour les autres, le manque de relations vraies, d'échanges humains. Il y a ce qui est légitime : le désir de justice. Et il y a ce qui n'est pas légitime : le refus de changer de mode de vie, alors que nous consommons presque deux fois plus que ce que la planète peut supporter ; le refus d'envisager une écologie humaine, alors même que nous avons progressé dans la connaissance de l'être humain. Comment par exemple traiter par le mépris ceux qui se battent

(au plan des idées uniquement) pour que la société n'entre pas dans des impasses éthiques, comme la procréation médicalement assistée pour couples de femmes, ou la gestation pour autrui, pour couples d'hommes. Comment, au nom de l'idéologie d'un « droit à l'enfant », bafouer de façon aussi grave le droit de l'enfant ? Comment, alors que l'on a formidablement progressé dans la connaissance de l'être humain, de ses besoins, de ce qui peut favoriser ou nuire à son développement et son équilibre, compter pour rien ce que représentent la paternité et la maternité, et priver délibérément un enfant de ses repères les plus fondamentaux ?

Il y a les débats organisés, et ceux que l'on veut éviter. Certes, des débats ont eu lieu au sujet de la bioéthique, mais semblent ignorés par le pouvoir politique, qui veut promouvoir à tout prix un libéralisme moral en même temps qu'un libéralisme économique. Le pouvoir de l'argent et celui de la technologie n'ont qu'à faire de débats nationaux. Ils vont leur chemin, détruisant au passage des personnes, des familles, des sociétés, des cultures, des équilibres humains et écologiques, et pour finir la planète elle-même.

Notre vie est mortelle, nos sociétés sont mortelles, notre planète est mortelle. Notre vie est dans le Christ.